

Mercredi 8 juin 2011

## **J'accuse le ministre de l'Éducation Nationale par Alain REFALO (1)**

L'exigence de vérité commande de prendre à nouveau la parole pour mettre en accusation les fossoyeurs de l'école publique, au premier rang desquels celui qui a en charge le ministère de l'Éducation Nationale. L'annonce de l'embauche de 17 000 « enseignants » par le biais de Pôle Emploi, alors que 16 000 postes de titulaires sont supprimés révèle, une fois encore, la supercherie et l'imposture d'une politique misérable qui sacrifie une génération d'élèves sous l'autel des restrictions budgétaires et d'une idéologie des puissants qui ont programmé la mort du service public d'éducation. C'est désormais une évidence : ce ministère a renoncé à tous les principes éthiques et déontologiques qui lui assuraient une légitimité pour être la voix de l'Éducation Nationale. *J'accuse* le ministre de démanteler l'école publique en rayant de la carte 1 500 classes à la prochaine rentrée scolaire et en supprimant 16 000 postes d'enseignants, tout en privilégiant les embauches de personnes précaires non formées.

*J'accuse* le ministre de mentir à l'opinion publique, aux parents d'élèves et aux enseignants en faisant croire qu'il est possible de faire mieux avec moins, en clamant que l'école publique remplira mieux sa fonction avec moins d'enseignants qualifiés et plus d'élèves en difficulté dans les classes.

*J'accuse* le ministre de conduire une politique éducative réellement assassine qui, par des « réformes » irresponsables, tue le métier d'enseignant, tue le désir d'enseigner, tue le plaisir d'apprendre et finalement tue l'école de la République.

*J'accuse* le ministre d'avoir rompu durablement, après les désastreuses initiatives de son prédécesseur, l'indispensable lien de confiance entre l'autorité hiérarchique, l'encadrement intermédiaire et les enseignants du primaire, lien de confiance sans lequel il est impossible de construire quotidiennement une école du progrès pour tous.

*J'accuse* le ministre de double langage sur le droit à l'innovation pédagogique dans les classes et les écoles : d'un côté, il les encourage, forums institutionnels à l'appui, de l'autre il les brime en imposant des programmes rétrogrades, des évaluations nationales formatées et des dispositifs de « soutien » en trompe-l'oeil qui ont pour effet de standardiser les pratiques des enseignants au mépris de la liberté pédagogique garantie par la loi.

*J'accuse* le ministre de non assistance à professeurs en danger lorsqu'il les laisse seuls et désemparés affronter incivilités et violences ou lorsqu'il fait peser sur eux un stress permanent via un management de la hiérarchie aux injonctions souvent contradictoires.

*J'accuse* le ministre de mépriser les jeunes enseignants lorsque, sans aucune formation pédagogique et professionnelle, il les envoie « désarmés » et à leurs risques dans « l'arène » de la classe, négligeant les conséquences pour leurs élèves.

*J'accuse* le ministre de refuser d'investir dans l'éducation à la non-violence dès l'école en préférant les mesures dites « sécuritaires » qui insécurisent durablement les personnels et les élèves car elles montrent chaque jour leur totale inefficacité.

*J'accuse* le ministre de mener une politique qui porte atteinte aux droits de l'enfant en autorisant le fichage informatisé des élèves dès la maternelle, par le biais du fichier *Base Elèves* et du *Livret Personnel de Compétences*, outils illégitimes et illégaux du contrôle social des populations.

*J'accuse* le ministre de vouloir influencer la jeunesse de ce pays en imposant à la rentrée prochaine le retour de la phrase de morale écrite sur le tableau noir ainsi que l'apprentissage et le chant de *La Marseillaise*, alors que c'est d'éducation citoyenne dont nous avons besoin pour construire l'indispensable vivre-ensemble pour une société réellement solidaire.

*J'accuse* le ministre de vouloir caporaliser les enseignants du primaire en exigeant leur obéissance inconditionnelle à des injonctions hiérarchiques qui constituent un reniement de l'éthique de leurs missions.

*J'accuse* le ministre d'ordonner aux inspections académiques de poursuivre les enseignants du primaire en résistance, de sanctionner les enseignants-désobéisseurs, tels François Le Ménahèze à Nantes, symbole remarquable de la résistance éthique et responsable aux dérives et mensonges d'une hiérarchie incompétente.

*J'accuse* enfin le ministre de se mentir à lui-même et de porter tort à la fonction qu'il occupe.

Nul ne saurait emprisonner indéfiniment les consciences. Aujourd'hui, celles-ci sortent progressivement de leur léthargie. Cette indignation éthique qui gronde représente une formidable espérance. Elle annonce la révolte salutaire dont l'école et notre société ont plus que jamais besoin pour construire l'avenir de nos enfants sous le sceau de la solidarité et du progrès de tous.

**(1) Enseignant du primaire en résistance (Colomers, Haute-Garonne), initiateur de la lettre « En conscience, je refuse d'obéir » (6 novembre 2008) et du mouvement des enseignants-désobéisseurs, auteur de « Résister et enseigner de façon éthique et responsable », Ed. Golias, 2011.**